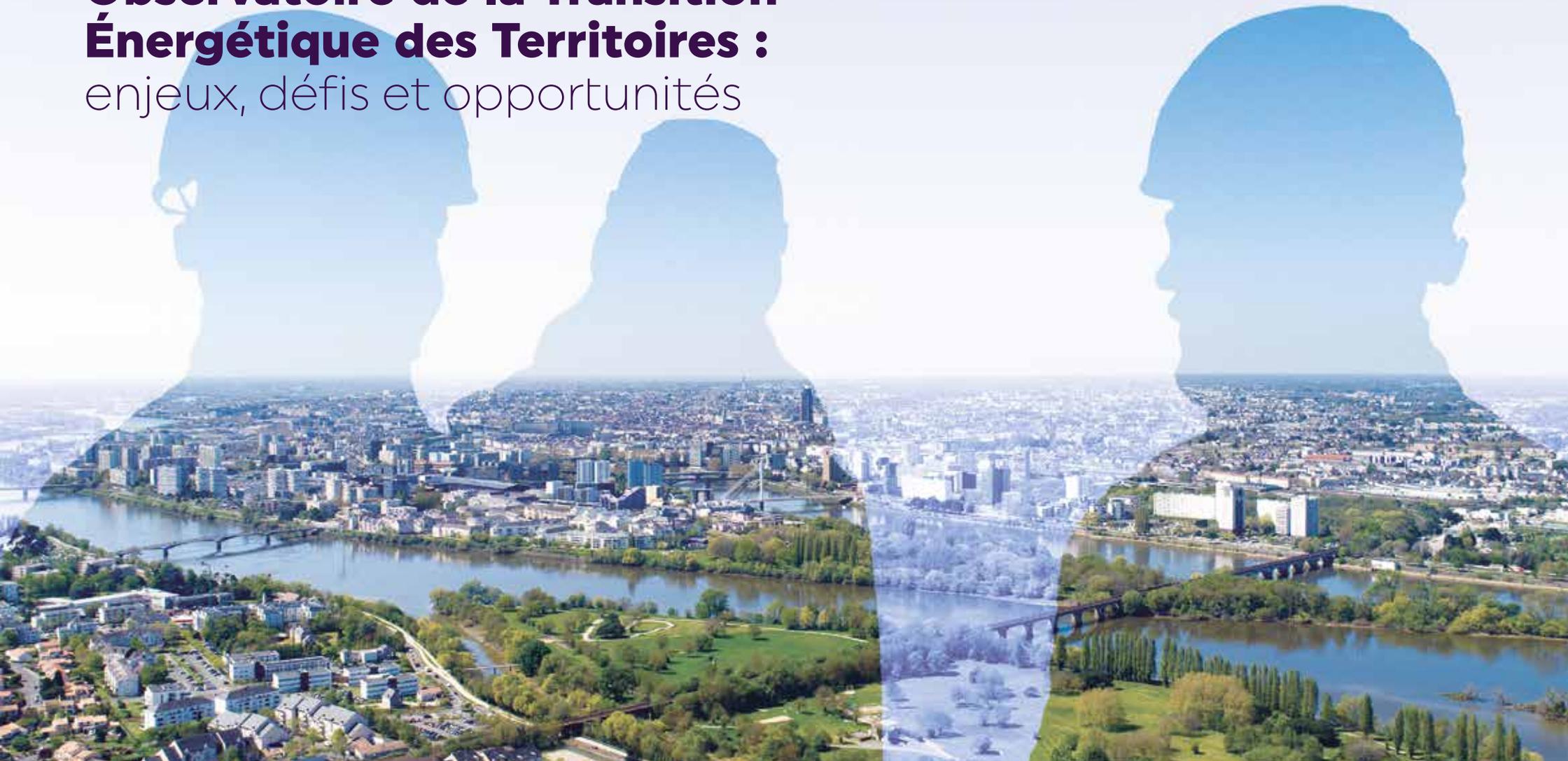


Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires : enjeux, défis et opportunités



Enquête Ipsos & Idex | Édition 2024

Réalisée auprès de 500 élus et cadres de la fonction publique territoriale représentant des communes et des intercommunalités en France métropolitaine.



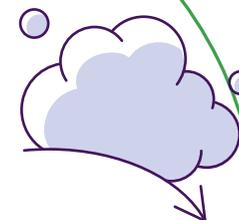
État des lieux
de la transition énergétique
dans les territoires



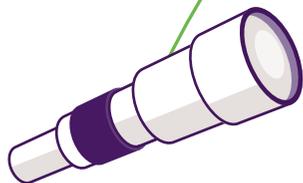
Défis et obstacles
de la transition énergétique
territoriale



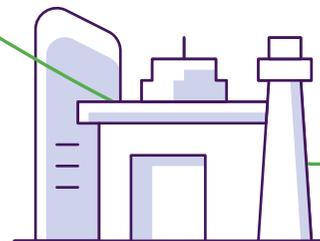
Leviers et facteurs
de réussite de la transition
énergétique



La transition énergétique
à l'heure des choix



Besoins prioritaires
et perspectives d'avenir



SOMMAIRE

Avant-propos	4	3 / Leviers et facteurs de réussite de la transition énergétique	22
Benjamin Fremaux, Président d'Idex	5	Q1 : Pour chacun des leviers suivants, diriez-vous qu'ils sont déterminants ou non pour accélérer la transition énergétique ?	22
Nicolas Méary, Maire de Brétigny-sur-Orge	6	Q2 : Avez-vous déjà utilisé les dispositifs d'accompagnement suivants ? et pour chacun des dispositifs utilisés, diriez-vous qu'il est efficace ou non ?	24
Brice Teinturier, Directeur général délégué d'Ipsos	8	4 / Besoins prioritaires et perspectives d'avenir	26
Synthèse des résultats	10	Q1 : À quel point diriez-vous que vous vous sentez prêt à relever les défis de la transition énergétique dans les années à venir ?	26
Présentation des résultats de l'étude	13	Q2 : Quelles seraient les deux principales opportunités économiques induites par la transition énergétique pour votre territoire ?	27
1 / État des lieux de la transition énergétique dans les territoires	14	Q3 : Pour accélérer vos chantiers stratégiques de transition énergétique, quels seraient les deux soutiens dont vous auriez le plus besoin ?	28
Question 1 (Q1) : Parmi les différents chantiers liés à la transition énergétique, lesquels ont été lancés dans votre territoire ?	14	Q4 : Pensez-vous que les questions de transition énergétique dans votre territoire constitueront une priorité des électeurs dans votre commune à l'occasion des élections municipales de 2026 ?	29
Q2 : Par rapport à des communes d'une taille similaire à la vôtre, diriez-vous que la transition énergétique de votre commune est ... ?	16	5 / La transition énergétique territoriale à l'heure des choix	30
Q3 : Connaissez-vous les ambitions du PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial) dans votre commune ?	17	À propos de l'étude	32
2 / Défis et obstacles de la transition énergétique territoriale	18	Glossaire technique	33
Q1 : Estimez-vous que les freins suivants peuvent entraver votre action en faveur de la transition énergétique ?	18	À propos d'Idex	34
Q2 : Quelle est la principale difficulté que vous rencontrez pour concilier les enjeux politiques de court terme avec les objectifs de long terme de la transition énergétique ?	20	Notes	37



La transition énergétique est aujourd'hui au cœur des préoccupations des collectivités territoriales.

Face aux objectifs ambitieux de neutralité carbone à l'horizon 2050 et aux attentes croissantes des citoyens, les élus locaux sont en première ligne pour conduire cette transformation majeure de nos territoires.

C'est dans ce contexte qu'Idex, acteur historique et référent du marché local de l'énergie bas-carbone, lance son premier Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires. Cette initiative s'inscrit dans notre engagement constant auprès des collectivités territoriales, pour les accompagner dans leur démarche de décarbonation et d'optimisation énergétique.



La France dispose d'atouts uniques avec ses dispositifs de délégation de service public, enviés par nos voisins européens.

La transition énergétique territoriale : une dynamique en marche qui doit s'accélérer

Les résultats de ce premier Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires sont encourageants : 100 % des collectivités sont engagées dans au moins un chantier de transition énergétique. Cette mobilisation massive témoigne d'une réelle prise de conscience, mais le chemin à parcourir reste considérable. Avec encore deux tiers de la chaleur consommée en France provenant d'énergies carbonées, l'ampleur du défi est claire.

Une accélération spectaculaire mais encore insuffisante

Les chiffres sont éloquentes : avant la crise COVID, la France créait en moyenne 30 réseaux de chaleur par an. Depuis la crise énergétique, ce chiffre a plus que doublé pour atteindre 70 nouveaux réseaux annuels. Cette accélération spectaculaire s'explique par deux facteurs : la prise de conscience de l'urgence climatique et la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine. Les collectivités cherchent des solutions concrètes et immédiates pour réduire leur dépendance aux énergies fossiles. Malgré cette dynamique encourageante, le rythme reste encore insuffisant au regard des objectifs de décarbonation.

Le partenariat public-privé : un modèle français qui fonctionne

La France dispose d'atouts uniques avec ses dispositifs de délégation de service public, enviés par nos voisins européens. Ces mécanismes, rodés depuis des décennies, permettent une maturation politique des projets avant l'inter-

vention du privé. De nouveaux outils, comme le marché global de performance énergétique à paiement différé, viennent enrichir cette palette.

Un engagement financier sans précédent

Chez Idex, nous sommes passés de 50 millions d'euros d'investissements en 2017 à 360 millions prévus pour cette année. Cette multiplication par huit de notre engagement financier démontre notre confiance dans ces projets, même avec des temps de retour sur investissement de 15 à 20 ans. Les acteurs privés n'ont jamais eu autant de moyens à investir dans la transition énergétique des territoires.

L'acceptabilité au cœur de notre approche

Notre stratégie privilégie les technologies qui s'intègrent naturellement dans le territoire, comme le photovoltaïque bâtimentaire ou les réseaux de chaleur. Cette approche, couplée à la transparence qui est notre valeur cardinale, vise à construire une relation de confiance durable avec les élus et les citoyens.

L'avenir se construit ensemble

La transition énergétique territoriale nécessite la mobilisation de tous les acteurs. Notre rôle est d'accompagner les collectivités avec des solutions concrètes et un engagement financier de long terme. C'est uniquement par cette alliance entre public et privé, dans le respect des prérogatives de chacun, que nous réussirons la décarbonation de nos territoires.

Benjamin Fremaux
Président d'Idex



PAROLE D'ÉLU

Nicolas MÉARY

Maire de Brétigny-sur-Orge,
Vice-président du département
de l'Essonne en charge des fonds
de transition écologique

La transition énergétique : entre pragmatisme et vision long terme

Quelle est votre approche de la rénovation énergétique ?

Nicolas Méary : « La meilleure énergie est celle qu'on ne consomme pas. » Cette approche pragmatique fait l'unanimité auprès des citoyens. La rénovation énergétique offre des bénéfices immédiatement visibles : amélioration du confort, notamment dans les écoles, et réduction de la facture énergétique. C'est une « transition écologique indolore », plus facile à défendre que d'autres aspects plus clivants.

Pourquoi privilégier l'échelon communal dans la transition énergétique ?

N.M. : Une des erreurs du législateur a été de mettre les agglomérations en première

ligne sur la planification climat-énergie du territoire. Le lien avec les citoyens est plus fort au niveau communal, permettant une meilleure acceptabilité des projets. L'échec d'un projet de méthaniseur dans mon département, faute d'association des citoyens, illustre l'importance de cette proximité.

Comment voyez-vous l'évolution du financement des projets ?

N.M. : Les moyens financiers propres des communes ont diminué depuis quinze ans. » Cette évolution contraint les collectivités à « chasser la subvention » plutôt que de planifier sereinement leurs investissements. Les élus souhaitent retrouver une plus grande maîtrise de leur capacité d'investissement pour avoir une meilleure visibilité sur leurs projets.

Quelles sont les conditions d'une collaboration réussie avec le privé ?

N.M. : Ce qui compte pour les élus, c'est de garder le contrôle sur ce qui se passe sur leur territoire. Si l'effet de levier des investissements privés est reconnu, la confiance doit se construire progressivement, notamment sur les projets de long terme comme les réseaux de chaleur. Les élus ont besoin d'être suffisamment armés juridiquement pour ne pas être floués.

Comment abordez-vous la multiplicité des solutions ?

N.M. : Il ne faut pas opposer les différentes solutions, il faut chercher à les mettre en œuvre. La rénovation énergétique, par exemple, ouvre des perspectives pour les réseaux de chaleur basse température. L'enjeu est de construire une vision globale et de disposer des moyens pour la mettre en œuvre. La marche à franchir en matière de transition énergétique est telle qu'on aura besoin de faire.

Quels sont les ingrédients essentiels d'une transition réussie ?

N.M. : Pour faire aboutir les projets, nous avons besoin de trois ingrédients essentiels : l'argent, la volonté politique - qui implique l'acceptabilité citoyenne - et les compétences. Cette approche tripartite nécessite un équilibre délicat, particulièrement dans le contexte actuel de réduction des moyens propres des communes.

Ce qui compte pour les élus, c'est de **garder le contrôle sur ce qui se passe sur leur territoire.**





Brice TEINTURIER

Directeur général délégué d'Ipsos

Expert reconnu de l'opinion publique, auteur d'analyses de référence sur les transformations sociétales et pilote depuis plus de 20 ans des études majeures sur la transition écologique en France et en Europe.

Quels sont les principaux enseignements de votre enquête auprès des collectivités ?

Brice Teinturier : Notre enquête, menée auprès de 500 élus et directeurs généraux des services de communes de plus de 5000 habitants, révèle que 100% des collectivités interrogées ont enclenché au moins un chantier de transition énergétique. La rénovation énergétique des bâtiments arrive en tête avec 86% des répondants. Nous observons également un fort engagement dans le développement des énergies renouvelables via les réseaux de chaleur, particulièrement dans les communes de 20 000 à 50 000 habitants.

Quels sont les principaux freins identifiés par les collectivités ?

B.T. : Le manque de moyens financiers apparaît comme le frein principal. La complexité administrative et réglementaire constitue également un obstacle important. Concernant les dispositifs de soutien, le Fonds Vert est utilisé par 73% des répondants, les certificats d'économie d'énergie par 72% et les subventions régionales par

71%. Le Fonds Chaleur est moins sollicité (40%), mais au total 96% des collectivités ont utilisé au moins un de ces dispositifs.

Comment les collectivités perçoivent-elles leur propre avancement ?

B.T. : 59% des collectivités estiment être dans la moyenne en termes d'avancement par rapport aux communes de même taille, tandis que 30% se considèrent en avance. Un chiffre particulièrement marquant est que 92% des élus se disent prêts à relever les défis de la transition énergétique. La transition énergétique est perçue comme un enjeu électoral significatif par 59% des répondants pour les prochaines municipales.

Quels sont les bénéfices attendus de la transition énergétique par les collectivités ?

B.T. : La maîtrise de la facture énergétique est citée comme le principal bénéfice attendu, avec 77% des citations. Les autres bénéfices mentionnés sont la souveraineté énergétique, la résilience économique du territoire et la création d'emplois locaux, mais à des niveaux net-

tement inférieurs. Cette préoccupation de la maîtrise des coûts énergétiques reflète bien les enjeux budgétaires auxquels font face les collectivités.

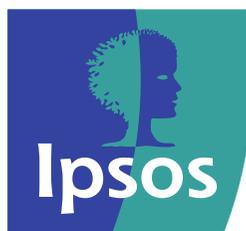
Comment les citoyens perçoivent-ils leur rôle dans la transition énergétique ?

B.T. : Les Français sont conscients des enjeux climatiques, mais font face à de multiples préoccupations : pouvoir d'achat, protection sociale, fiscalité, sécurité. Dans ce contexte, ils estiment avoir atteint leurs limites en termes d'efforts individuels et attendent davantage d'actions des entreprises et des pouvoirs publics. Cette situation représente une opportunité pour les collectivités : leurs initiatives en matière de transition énergétique sont bien accueillies, particulièrement lorsqu'elles combinent économies et décarbonation, sous réserve d'acceptabilité sociale des projets.

Que nous apprennent vos études sur les attentes des citoyens dans le domaine de la transition énergétique ?

Les citoyens recherchent avant tout des solutions pratiques et accessibles. Ils sont prêts à s'engager si les collectivités leur proposent des dispositifs clés en main, qu'il s'agisse du recyclage des déchets ou de la rénovation énergétique. L'accompagnement administratif et financier est crucial : les Français ne refusent pas d'agir, mais ont besoin d'être guidés et soutenus dans leurs démarches.

Un chiffre particulièrement marquant est que **92% des élus se disent prêts à relever les défis de la transition énergétique.**



Synthèse des résultats

L'Observatoire 2024 de la Transition Énergétique des Territoires révèle une mobilisation sans précédent des collectivités territoriales. Les résultats démontrent que **100 % des collectivités sont engagées dans au moins un chantier de transition énergétique**, témoignant d'une prise de conscience collective et d'une volonté d'action concrète.

Principaux enseignements



Un engagement massif dans la rénovation énergétique

- 86 % des collectivités ont fait de la rénovation énergétique leur priorité
- Les communes de plus de 50 000 habitants sont les plus engagées (92%)
- La rénovation énergétique est perçue comme le levier le plus efficace à court terme



Des dispositifs de soutien jugés efficaces

- Le Fonds Vert est connu par 73% des collectivités
- Le Fonds Chaleur obtient un taux de satisfaction de 100 % parmi ses utilisateurs
- Les CEE et les subventions européennes sont également bien évalués (88 % et 95 % respectivement)



Une dynamique forte sur les énergies renouvelables

- 65% des collectivités développent des projets d'énergies renouvelables
- Les réseaux de chaleur sont particulièrement plébiscités dans les villes de 20 000 à 49 999 habitants
- La production locale d'énergie est perçue comme un levier de souveraineté énergétique (45%)



Des freins persistants à lever

- 92% des collectivités citent le manque de moyens financiers comme frein principal
- 84 % pointent la complexité administrative
- 74 % évoquent le manque de capacité en ingénierie

Priorités identifiées pour 2024-2026



Renforcement des moyens d'action

- Besoin d'aides financières plus substantielles (72%)
- Demande de simplification administrative (48%)
- Nécessité d'un accompagnement en ingénierie renforcé (42%)



Opportunités économiques perçues

- Maîtrise de la facture énergétique (77%)
- Renforcement de la souveraineté énergétique (45%)
- Amélioration de la résilience territoriale (42%)
- Création d'emplois locaux (32%)



Perspectives électorales 2026

- La transition énergétique est perçue comme un enjeu électoral majeur (59%)
- Cette perception est plus marquée dans les grandes communes (68%)
- 92% des élus se déclarent prêts à relever les défis de la transition énergétique

Cette première édition de l'Observatoire dessine ainsi les contours d'une transformation territoriale en marche, portée par des collectivités conscientes des enjeux et déterminées à agir, malgré des obstacles qui restent à surmonter.







Présentation des résultats de l'étude

Cette section présente les résultats détaillés de l'Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires. L'analyse s'articule autour de quatre axes majeurs : l'état des lieux actuel, les défis rencontrés, les facteurs de réussite identifiés et les perspectives d'avenir.

Pour chaque thématique, nous présentons les questions posées aux décideurs territoriaux, suivies d'une analyse approfondie de leurs réponses.

Les résultats sont présentés par typologie de communes divisées en quatre catégories.



Communes de catégorie 1
(5 000 à 9 999 habitants)



Communes de catégorie 2
(10 000 à 19 999 habitants)



Communes de catégorie 3
(20 000 à 49 999 habitants)



Communes de catégorie 4
(50 000 habitants et plus)

État des lieux de la transition énergétique dans les territoires

Parmi les différents chantiers suivants liés à la transition énergétique, lesquels ont été lancés dans votre territoire ?

Cette première question fondamentale révèle une mobilisation sans précédent des collectivités territoriales. L'étude montre que 100% des 500 décideurs territoriaux interrogés ont initié au moins un chantier de transition énergétique, avec une hiérarchie claire des priorités mais aussi des disparités significatives selon la taille des territoires. La rénovation énergétique des bâtiments s'impose comme le chantier phare, suivie du développement des énergies renouvelables et de la préservation de la biodiversité, témoignant d'une approche diversifiée de la transition énergétique.

Une mobilisation massive des collectivités

L'étude révèle un engagement remarquable des collectivités territoriales, avec 99% d'entre elles ayant initié au moins un chantier de transition énergétique. Cette mobilisation sans précédent se traduit par des actions concrètes et diversifiées.

Les chantiers de la transition énergétique

1. La rénovation énergétique en tête des priorités

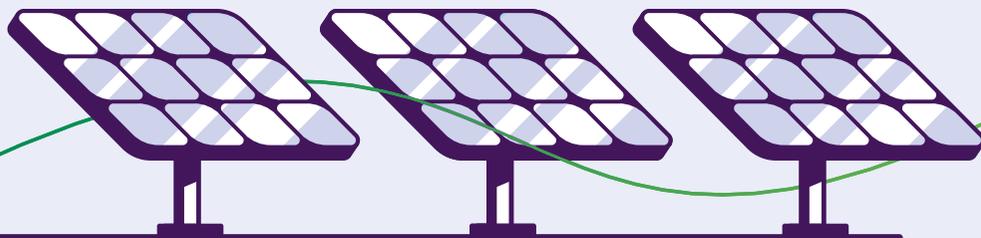
Les données mettent en évidence que la rénovation énergétique des bâtiments est un chantier prioritaire pour tous les territoires, avec des taux d'engagement élevés, allant de 82% à 92% selon la taille des communes. En moyenne, 86% des territoires ont lancé des initiatives dans ce domaine, témoignant d'une mobilisation importante et généralisée.

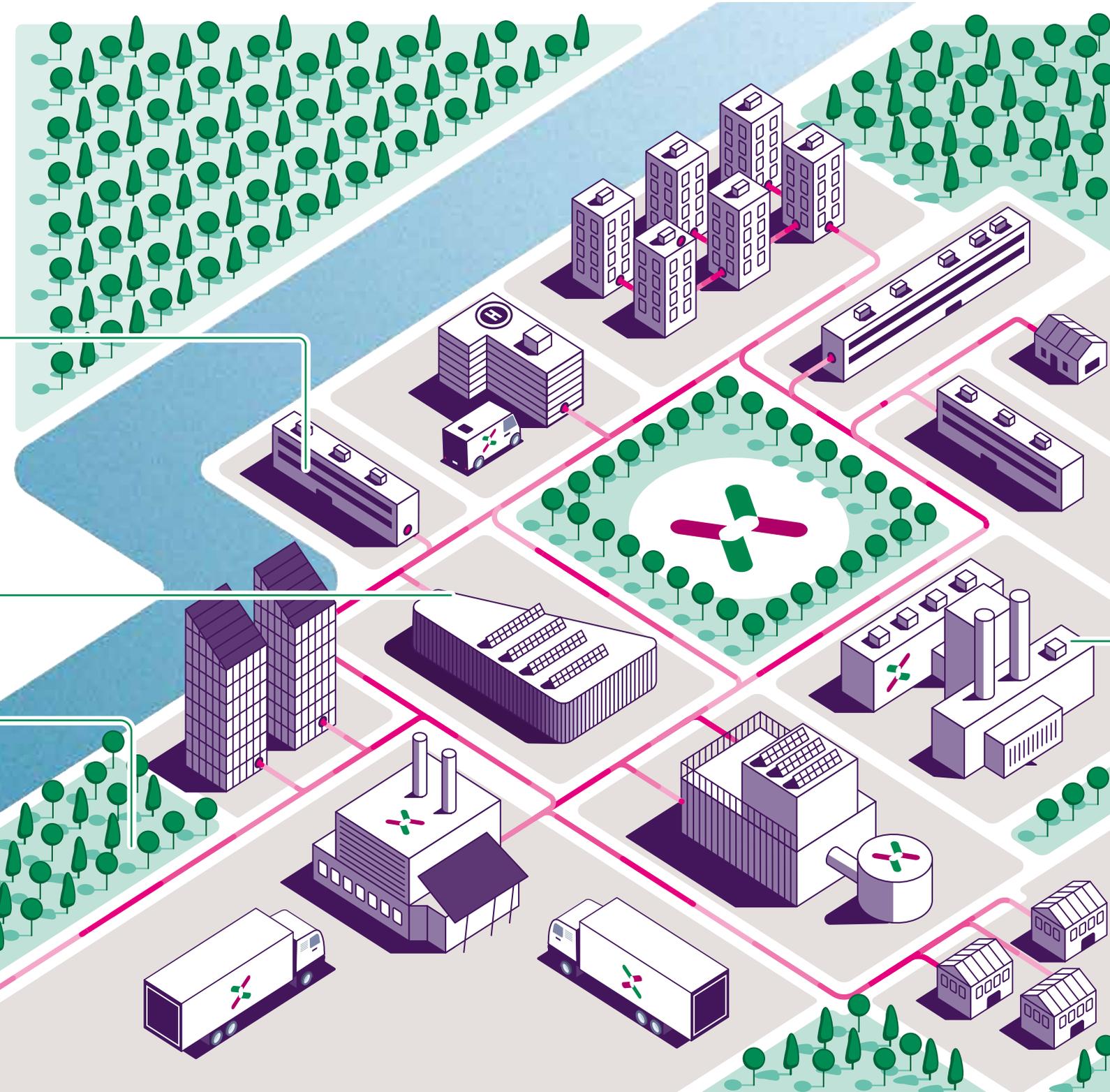
2. Des énergies renouvelables en développement croissant

Les résultats révèlent des disparités plus marquées. Les petites et moyennes communes (5 000 à 19 999 habitants) affichent des taux d'engagement compris entre 57% et 65%, tandis que les communes plus grandes (20 000 habitants et plus) enregistrent des niveaux plus élevés, atteignant jusqu'à 79%. Cette progression souligne un intérêt croissant pour ce type de projet dans les zones les plus urbanisées.

3. La biodiversité, un enjeu transversal

Les résultats sont relativement homogènes, avec des taux oscillant entre 62% et 68% selon la taille des communes. Ce chantier semble être une priorité transversale, bien intégrée dans l'ensemble des territoires.





4. La sobriété énergétique, une préoccupation urbaine

Les résultats présentent des disparités significatives. Les petites communes (5 000 à 9 999 habitants) affichent un taux d'engagement de 61%, tandis que les plus grandes communes (50 000 habitants et plus) atteignent 73%. Ces plans semblent gagner en importance, en particulier dans les territoires urbains où les besoins énergétiques sont plus conséquents.

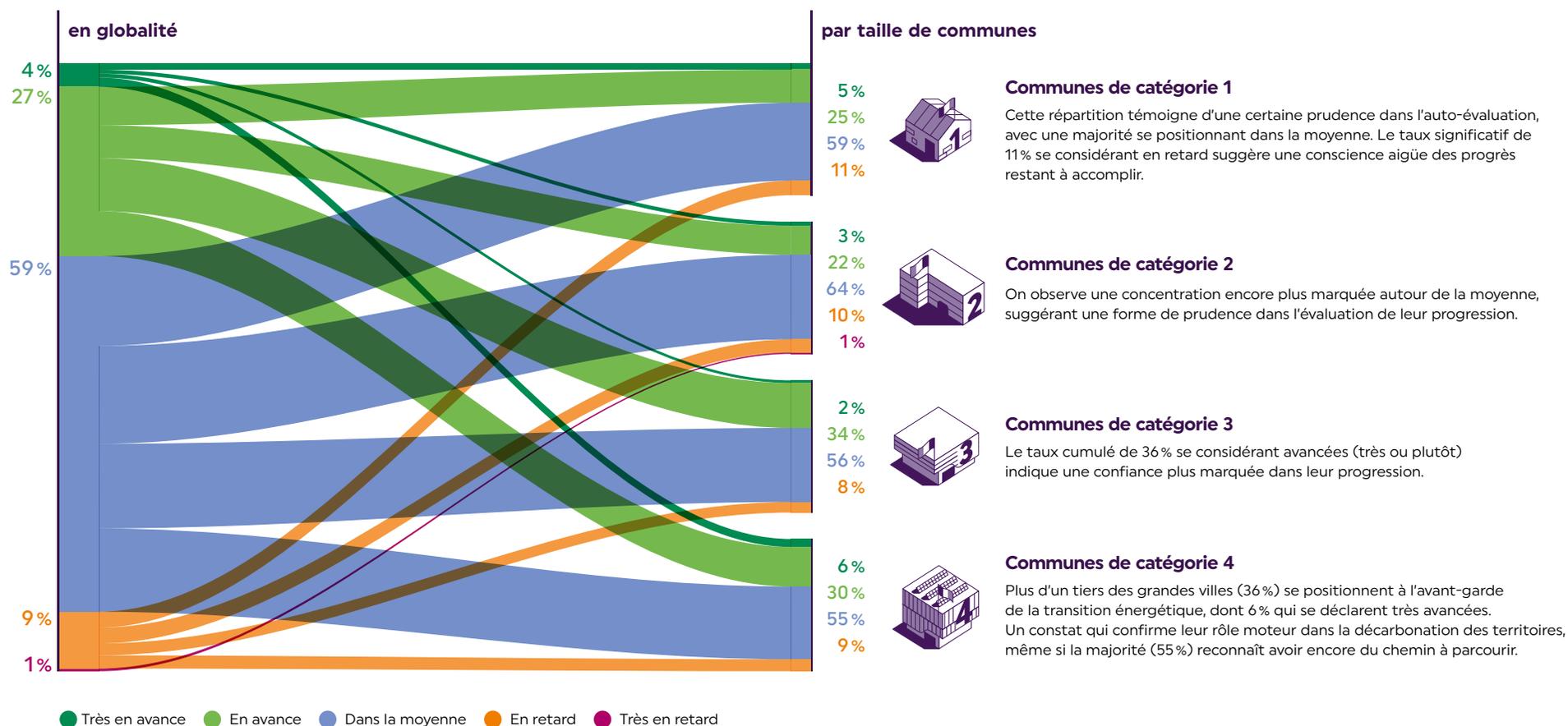
5. La valorisation des déchets, un potentiel à exploiter

Ce chantier présente les marges de progression les plus importantes, avec des taux d'engagement variant de 41% à 56% selon la taille des communes. Les communes de taille intermédiaire (20 000 à 49 999 habitants) se démarquent légèrement avec un taux plus élevé (56%), suggérant un potentiel de développement significatif pour les autres territoires.

Par rapport à des communes d'une taille similaire à la vôtre, diriez-vous que la transition énergétique de votre commune est ... ?

L'auto-évaluation des collectivités révèle une perception nuancée de leur avancement. Si la majorité (59%) se positionne dans la moyenne, les variations selon la taille des communes sont significatives. Cette prudence dans l'auto-évaluation témoigne d'une conscience aigüe des progrès restant à accomplir, particulièrement dans les petites communes où 11% se considèrent en retard.

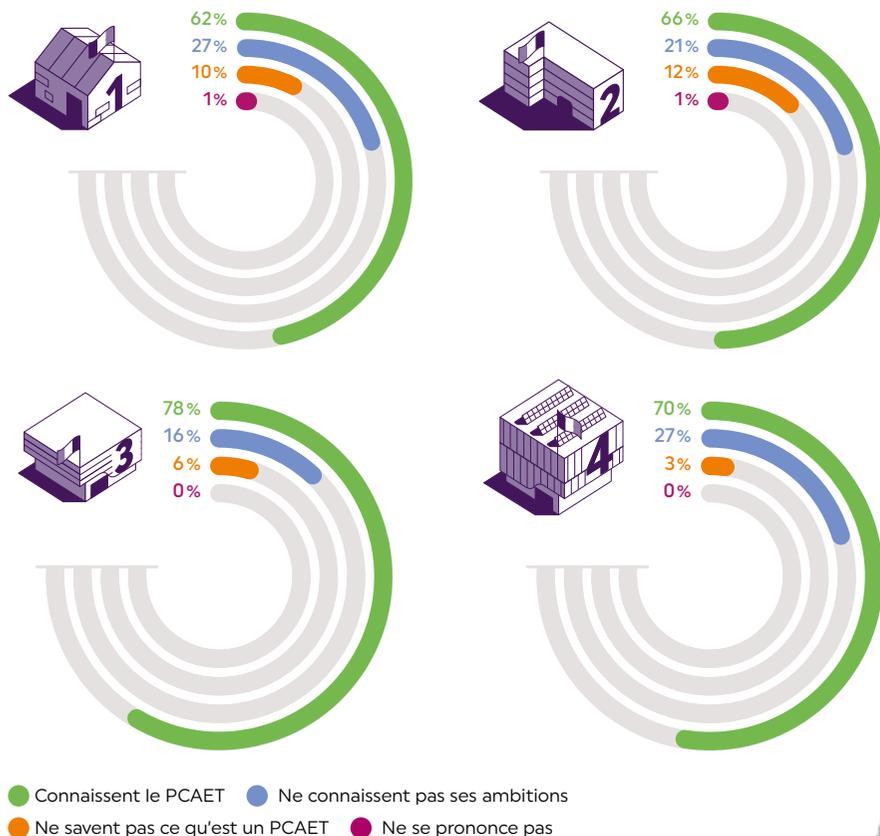
Une progression corrélée à la taille des communes ...



Connaissez-vous les ambitions du PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial) dans votre commune ?

La connaissance des outils de planification stratégique varie fortement selon la taille des collectivités. Si en moyenne 66% des répondants affirment connaître les ambitions du PCAET, ce taux grimpe à 78% dans les villes moyennes (20 000 à 49 999 habitants), révélant un enjeu d'accompagnement particulier pour les plus petites communes.

L'analyse détaillée montre une progression de la connaissance corrélée à la taille des communes.



LA VISION D'IDEX

Un paradoxe révélateur

Notre étude met en lumière un décalage significatif entre les intentions et la réalité opérationnelle. Si 100% des collectivités déclarent mener des actions, les données de l'ADEME (décembre 2023) révèlent que seuls 61% des EPCI ont adopté leur PCAET, et à peine 23% ont défini des actions concrètes et chiffrées.

Le défi de la chaleur décarbonée

La transition énergétique en France, comme dans le reste de l'Europe, est avant tout une transition de la chaleur. Avec deux tiers de la consommation de chaleur encore produite à partir d'énergies fossiles, le défi est considérable. Cette situation appelle une hiérarchisation pertinente des actions.

Des obstacles structurels à surmonter

Cette situation s'explique largement par la complexité des procédures. Selon le CEREMA (2023), l'élaboration d'un PCAET nécessite en moyenne 24 mois et mobilise 120 000€ par intercommunalité, des ressources souvent difficiles à mobiliser pour les petites collectivités.

Une approche pragmatique à repenser

Si la rénovation énergétique des bâtiments arrive en tête des priorités, ce n'est pas nécessairement l'ordre optimal pour maximiser l'impact. Le développement des réseaux de chaleur renouvelable offre un effet de levier plus immédiat : là où la rénovation énergétique se fait bâtiment par bâtiment, un réseau de chaleur permet de connecter immédiatement des milliers de logements à une source d'énergie décarbonée.

Une dynamique encourageante

Cette approche démontre son efficacité, comme le confirme l'Enquête annuelle des réseaux de chaleur & froid 2024 du SNCU, qui révèle une croissance de 6% des réseaux entre 2022 et 2023. Les chiffres sont éloquentes : avant la crise COVID, la France créait en moyenne 30 réseaux de chaleur par an. Depuis la crise énergétique, ce chiffre a plus que doublé pour atteindre 70 nouveaux réseaux annuels. Cette accélération spectaculaire s'explique par deux facteurs : la prise de conscience de l'urgence climatique et la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine. Les collectivités cherchent des solutions concrètes et immédiates pour réduire leur dépendance aux énergies fossiles. Malgré cette dynamique encourageante, le rythme reste encore insuffisant au regard des objectifs de décarbonation.





Défis et obstacles de la transition énergétique territoriale

Estimez-vous que les freins suivants peuvent entraver votre action en faveur de la transition énergétique ?

Cette question révèle une hiérarchie claire des obstacles auxquels sont confrontées les collectivités. Si le manque de moyens financiers s'impose comme le frein principal, l'étude met également en lumière des enjeux de complexité administrative et d'ingénierie technique qui varient selon la taille des territoires.

Le manque de moyens financiers apparaît comme le frein majeur, cité par 92% des collectivités, avec une acuité particulière dans les grandes villes (95%). Cette

préoccupation reflète l'ampleur des investissements nécessaires, qu'il s'agisse de mobiliser les financements initiaux pour les petites communes ou de transformer un patrimoine important pour les plus grandes.

La complexité administrative constitue le deuxième obstacle majeur (84%), touchant particulièrement les villes moyennes (92%). Cette difficulté se manifeste à travers la multiplicité des dispositifs, la longueur des procédures et la technicité croissante des dossiers.

Le manque de moyens financiers, un frein unanimement reconnu

La contrainte financière s'impose comme l'obstacle principal, avec 92% des collectivités qui identifient le manque de moyens financiers ou la rentabilité insuffisante des projets comme un frein majeur. Cette préoccupation est particulièrement marquée dans les grandes collectivités de 50 000 habitants et plus, où elle atteint 95% des répondants. L'analyse détaillée des réponses révèle que 58% des collectivités considèrent que c'est « tout à fait » un frein, et 34% « plutôt » un frein, soulignant l'acuité de cette problématique.

Cette unanimité transcende les différences de taille et de typologie des territoires, même si son expression varie. Pour les petites communes, elle se manifeste principalement par la difficulté à mobiliser les investissements initiaux nécessaires.

Les grandes villes, malgré des budgets plus conséquents, soulignent quant à elles l'ampleur des besoins face à l'étendue de leur patrimoine à transformer.

La complexité administrative, un défi quotidien

En deuxième position, la complexité administrative et réglementaire est citée par 84% des répondants comme un obstacle significatif. Cette difficulté touche plus particulièrement les collectivités de taille intermédiaire (20 000 à 49 999 habitants) avec un taux de 92%, tandis que les plus grandes villes semblent mieux armées pour y faire face, avec un taux de 79%.

L'analyse approfondie des réponses met en évidence plusieurs dimensions de cette complexité :

- La multiplicité des dispositifs et des interlocuteurs
- La longueur des procédures administratives
- La technicité croissante des dossiers à constituer
- L'évolution constante des réglementations

Cette complexité se traduit concrètement par des retards dans le lancement des projets, une mobilisation importante des ressources internes et parfois même l'abandon de certaines initiatives, particulièrement dans les petites collectivités qui ne disposent pas des moyens humains nécessaires pour y faire face.

L'enjeu de l'ingénierie technique

La capacité en ingénierie à porter des projets complexes représente le troisième frein majeur, mentionné par 74% des collectivités. Cette problématique révèle des disparités importantes selon la taille des territoires, avec un impact plus marqué sur les petites et moyennes collectivités (74% à 76%) que sur les plus grandes structures (70%).

Cette question de l'ingénierie technique soulève plusieurs enjeux critiques :

- Le recrutement et la formation des personnels qualifiés
- L'accès à l'expertise externe
- La capacité à piloter des projets techniques complexes
- La maîtrise des nouvelles technologies

La contrainte financière s'impose comme l'obstacle principal, avec 92%

des collectivités qui identifient le manque de moyens financiers ou la rentabilité insuffisante des projets comme un frein majeur.

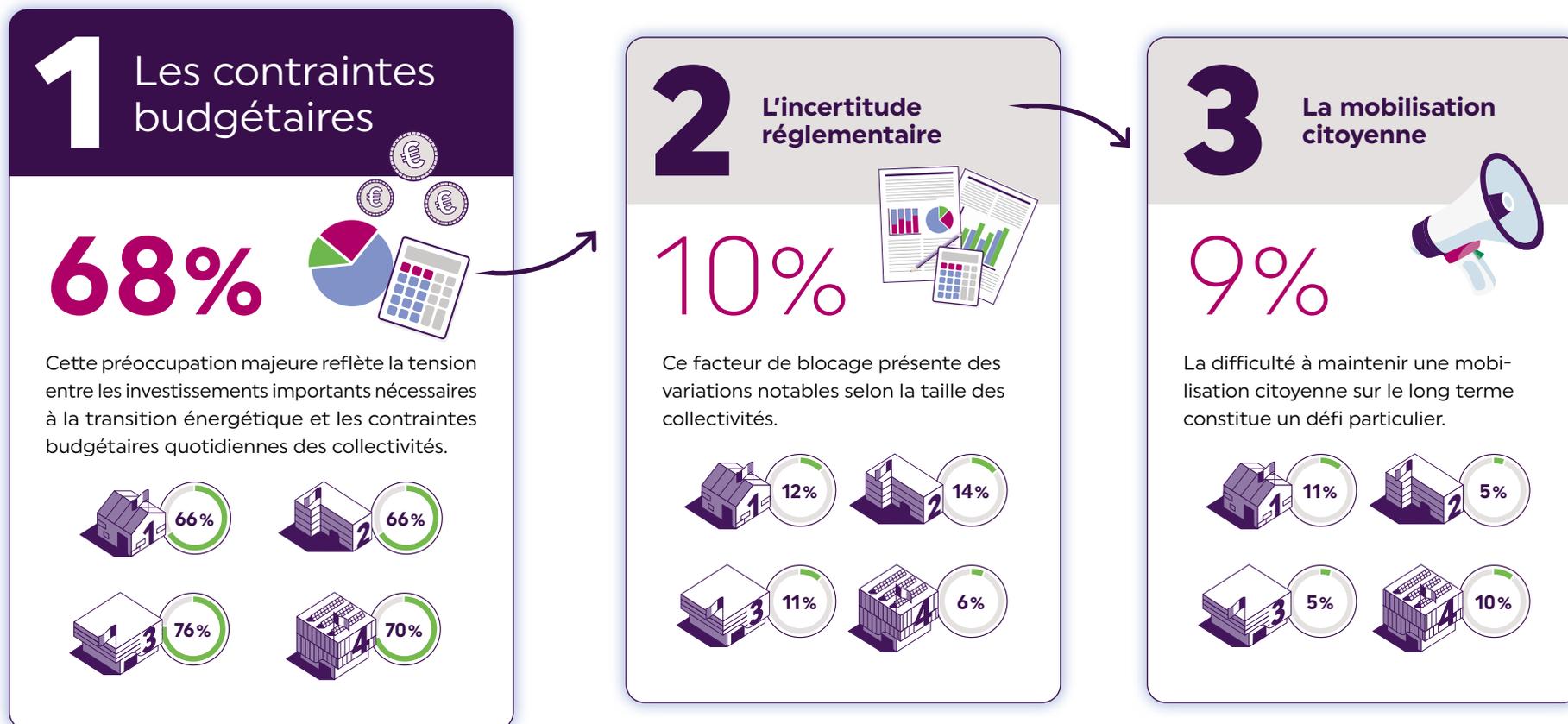


Quelle est la principale difficulté que vous rencontrez pour concilier les enjeux politiques de court terme avec les objectifs de long terme de la transition énergétique ?

Cette seconde question approfondit la compréhension des obstacles structurels. Les contraintes budgétaires dominent largement (68%), particulièrement dans les villes moyennes (76%), suivies de l'incertitude réglementaire (10%) et des enjeux

de mobilisation citoyenne (9%). Cette hiérarchie des difficultés souligne l'importance d'un accompagnement adapté des collectivités, tant sur le plan financier que technique.

L'analyse détaillée des réponses met en lumière une **hiérarchie claire des difficultés**.





LA VISION D'IDEX

Une équation complexe à résoudre

L'analyse des freins identifiés par les collectivités révèle une problématique systémique qui nécessite une approche globale et coordonnée. Le triangle « financement-expertise-acceptabilité » constitue le nœud gordien de la transition énergétique territoriale.

La question financière, un enjeu de confiance

Si le manque de moyens financiers apparaît comme le premier frein (92 % des collectivités), la réalité est plus complexe. La diminution constante des moyens propres des communes depuis 15 ans a créé une dépendance aux dispositifs de subvention, là où une plus grande autonomie financière permettrait une meilleure planification des projets. Paradoxalement, alors que les acteurs privés n'ont jamais eu autant de moyens à investir, seuls 13 % des élus se disent prêts à y recourir.

Le défi de l'acceptabilité et du contrôle

L'enjeu n'est pas tant la disponibilité des financements que la capacité des collectivités à garder la maîtrise de leurs projets. Le modèle français de délégation de service public, qui prévoit une maturation politique du projet avant l'intervention du privé, offre un cadre éprouvé. Mais il nécessite une montée en compétence des collectivités pour définir leurs besoins et piloter ces partenariats de long terme.

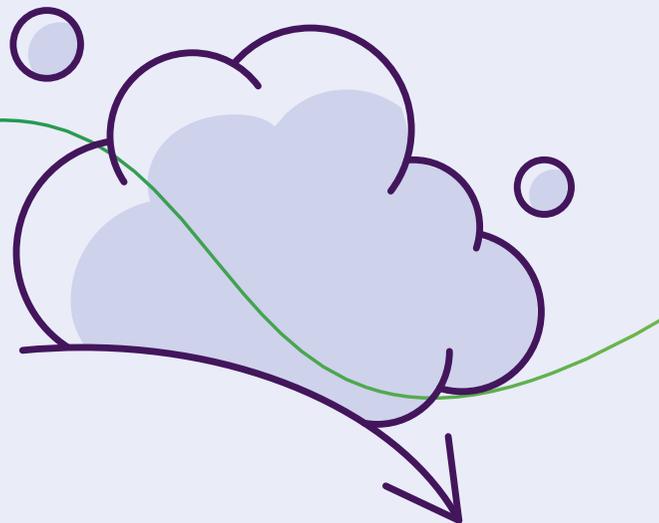
L'expertise technique, clé de voûte

Face à la technicité croissante des projets, l'accès à l'expertise devient crucial. Les nouveaux dispositifs comme le marché global de performance énergétique à paiement différé offrent des solutions innovantes, mais leur appropriation nécessite un accompagnement renforcé. La transparence et le soutien opérationnel des structures publiques apparaissent comme des leviers essentiels pour construire la confiance nécessaire à ces partenariats.

Le levier n°3 Leviers et facteurs de réussite de la transition énergétique

Pour chacun des leviers suivants, diriez-vous qu'ils sont déterminants ou non pour accélérer la transition énergétique ?

Cette question met en lumière les facteurs clés de succès de la transition énergétique territoriale. Les dispositifs d'incitation financière et la volonté politique locale arrivent en tête, suivis du soutien opérationnel des structures publiques, chacun étant jugé déterminant par 96 % des répondants. Cette hiérarchie claire des leviers révèle l'importance d'une approche combinant moyens financiers et engagement politique.



Les incitations financières, pierre angulaire de la transition

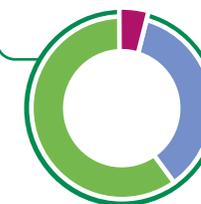
L'importance des incitations financières se manifeste de façon croissante selon la taille des collectivités. Si 54 % des communes de 5 000 à 9 999 habitants les considèrent essentielles, ce taux atteint 69 % pour les plus grandes communes.

Cette progression régulière (54 %, 60 %, 67 %, 69 %) reflète des besoins d'investissement proportionnels à la taille des territoires.

Au global,

96%

des collectivités jugent les **incitations financières** déterminantes.



- 58 % tout à fait déterminant
- 38 % plutôt déterminant
- 4 % peu ou pas déterminant

La volonté politique, moteur de l'action territoriale

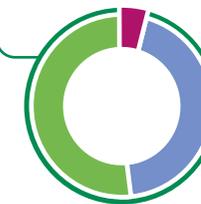
La volonté politique locale révèle une progression encore plus marquée : de 57 % pour les petites communes à 77 % pour les grandes villes.

Cette variation souligne l'importance croissante du portage politique dans les territoires plus importants.

Au global,

96%

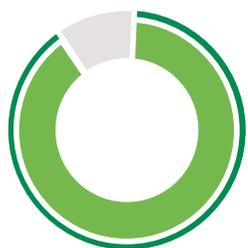
des collectivités jugent **la volonté politique** déterminante.



- 52 % tout à fait déterminant
- 44 % plutôt déterminant
- 4 % peu ou pas déterminant

L'expertise pluridisciplinaire et l'accompagnement privé

L'étude révèle également l'importance de deux autres leviers :



Au global,
90%

des collectivités jugent
l'expertise pluridisciplinaire
déterminante avec des variations
notables



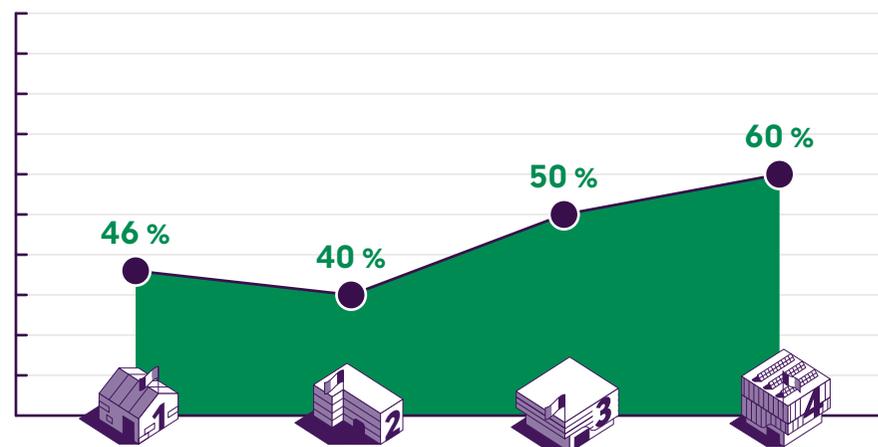
Au global,
62%

des collectivités jugent
l'accompagnement par des acteurs
privés déterminante mais est
réellement utilisée par



Le soutien opérationnel, un accompagnement essentiel

Le soutien opérationnel des structures publiques présente une gradation
significative selon la taille des collectivités :



Au global,
96%

des collectivités jugent le **soutien**
opérationnel déterminant.

- 45% tout à fait déterminant
- 51% plutôt déterminant
- 4% peu ou pas déterminant



Avez-vous déjà utilisé les dispositifs d'accompagnement suivants ? et pour chacun des dispositifs utilisés, diriez-vous qu'il est efficace ou non ?

L'analyse de l'utilisation des dispositifs d'accompagnement révèle une mobilisation massive des outils disponibles : 96 % des collectivités ont utilisé au moins un dispositif, et 84 % en ont mobilisé plusieurs.

Le Fonds Vert (73%), les CEE (72%) et les subventions européennes (71%) constituent le trio de tête, tandis que le Fonds Chaleur (40%) présente encore un potentiel de développement important.

Les retours d'expérience sur l'efficacité des dispositifs sont particulièrement positifs. Le Fonds Chaleur obtient 100% de satisfaction auprès de ses utilisateurs, suivi des subventions européennes (95%) et du Fonds Vert (93%).

Cette perception très favorable, qui se renforce avec l'expérience d'utilisation, témoigne de la pertinence des outils mis à disposition des collectivités.

FONDS VERT

Le Fonds Vert : une adoption rapide et homogène

Le Fonds Vert s'impose comme le dispositif le plus largement adopté, avec un taux d'utilisation remarquablement homogène selon les territoires et une efficacité largement reconnue.

Efficacité

93%

d'efficacité globale

33% tout à fait efficace

60% plutôt efficace

7% émettent des réserves

Usage



Les Certificats d'Économie d'Énergie : un dispositif mature aux résultats contrastés

Les CEE montrent une adoption variable selon la taille des collectivités, avec un taux de recours particulièrement élevé dans les villes moyennes

Efficacité

88%

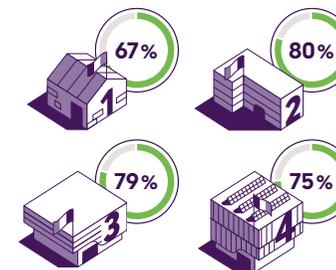
d'efficacité globale

27% tout à fait efficace

61% plutôt efficace

12% émettent des réserves

Usage



Les subventions européennes : une efficacité éprouvée

Le recours aux subventions régionales et européennes (H2020, Feder) montre une distribution particulière et une efficacité particulièrement appréciée.

Efficacité

95%

d'efficacité globale

29% tout à fait efficace

66% plutôt efficace

5% émettent des réserves

Usage



FONDS CHALEUR

Le Fonds Chaleur : excellence et potentiel

Le Fonds Chaleur présente le profil le plus singulier avec une forte progression selon la taille et se distingue par une efficacité unanimement reconnue.

Efficacité

100%

d'efficacité globale

38% tout à fait efficace

62% plutôt efficace

Aucun avis négatif exprimé

Usage



L'analyse territoriale met en lumière trois phénomènes majeurs

L'effet d'échelle



Les grandes collectivités démontrent une capacité supérieure à mobiliser l'ensemble des dispositifs, particulièrement visible pour le Fonds Chaleur (+29 points par rapport aux petites communes).

La maturité des dispositifs



Les outils récents comme le Fonds Vert présentent une distribution plus homogène que les dispositifs historiques, suggérant une meilleure prise en compte initiale des disparités territoriales.

L'accessibilité technique



Les écarts d'utilisation se creusent avec la complexité technique des dispositifs, notamment pour les CEE et le Fonds Chaleur, soulignant l'importance des capacités d'ingénierie internes.

LA VISION D'IDEX

Une architecture de soutien performante

L'analyse approfondie des dispositifs révèle une complémentarité remarquable des outils de soutien à la transition énergétique territoriale. Le Fonds Chaleur démontre une efficacité exceptionnelle avec un ratio de 36€ par tonne de CO₂ évitée, tandis que le Fonds Vert a permis d'engager 2 milliards d'euros pour 7 157 projets territoriaux, dont 764 millions d'euros dédiés à la rénovation énergétique.

Une mobilisation massive mais contrastée

L'utilisation des dispositifs est impressionnante : 96 % des collectivités ont mobilisé au moins un dispositif d'accompagnement. Le Fonds Vert (73 %), les CEE (72 %) et les subventions régionales (71 %) constituent le trio de tête, tandis que le Fonds Chaleur (40 %) présente encore un potentiel de développement important, particulièrement dans les grandes villes.

Des disparités territoriales à adresser

L'utilisation différenciée des dispositifs selon la taille des collectivités révèle des enjeux d'accessibilité. Les grandes villes montrent une capacité supérieure à mobiliser l'ensemble des dispositifs, notamment grâce à leur expertise interne. Les petites communes, en revanche, rencontrent plus de difficultés, particulièrement pour les dispositifs techniques comme les CEE ou le Fonds Chaleur.

Facteurs clés d'amélioration

Trois axes d'optimisation se dégagent :

- La simplification des procédures administratives, particulièrement pour les petites collectivités
- Le renforcement de l'accompagnement technique territorial
- La stabilisation des dispositifs dans la durée pour permettre une meilleure appropriation

Cette approche doit s'accompagner d'une réflexion sur l'autonomie financière des collectivités, dont les moyens propres ont diminué depuis 15 ans au profit d'une logique de subventions et d'appels à projets.



Une préparation croissante avec la taille des collectivités



● "Tout à fait" prêts ● "Plutôt" prêts ● "Plutôt pas" prêts ● "Pas du tout" prêts

Besoins prioritaires et perspectives d'avenir

À quel point diriez-vous que vous vous sentez prêt à relever les défis de la transition énergétique dans les années à venir ?

Cette première question révèle un niveau de préparation remarquablement élevé des collectivités. En effet, 92% à 96% des élus se déclarent prêts à relever les défis de la transition énergétique, avec une progression notable selon la taille des territoires : de 92% pour les petites communes à 96% pour les villes moyennes. Cette confiance généralisée témoigne d'une maturité croissante des collectivités face aux enjeux environnementaux.



La sensibilité à la maîtrise de la facture est accrue dans les grandes collectivités.

Elle s'explique notamment par l'importance de leur patrimoine bâti et la multiplicité de leurs équipements énergivores.

Quelles seraient les deux principales opportunités économiques induites par la transition énergétique pour votre territoire ?

L'analyse des réponses révèle une vision pragmatique des bénéfices attendus, dominée par la maîtrise de la facture énergétique (77%). Cette préoccupation est particulièrement marquée dans les grandes villes (84%) et les petites communes (79%), reflétant des enjeux budgétaires différents mais convergents. La souveraineté énergétique (45%) et la résilience économique (42%) complètent ce podium, témoignant d'une approche stratégique de long terme.

La maîtrise de la facture énergétique, priorité absolue

Ce thème s'impose comme l'opportunité principale, citée par 77% des répondants en moyenne. Cette préoccupation est particulièrement marquée dans les grandes villes, où elle atteint 84% des réponses. **Cette sensibilité accrue des grandes collectivités s'explique notamment par l'importance de leur patrimoine bâti et la multiplicité de leurs équipements énergivores.**

Les petites communes ne sont pas en reste, avec 79% d'entre elles identifiant cet enjeu comme prioritaire. Cette forte mobilisation traduit l'impact significatif des dépenses énergétiques sur des budgets plus contraints.

Les villes moyennes présentent des taux légèrement inférieurs (77% pour les 10 000 à 19 999 habitants et 70% pour les 20 000 à 49 999 habitants), suggérant peut-être une plus grande diversité dans leurs priorités économiques.

La souveraineté énergétique, un enjeu stratégique émergent

Ce thème émerge comme deuxième opportunité majeure, mentionnée par 45% des répondants en moyenne. **Son importance varie significativement selon les territoires**, avec un pic d'intérêt dans les villes de 10 000 à 19 999 habitants (51%).

Cette **préoccupation plus marquée dans les villes moyennes** reflète probablement une échelle territoriale particulièrement adaptée au développement de projets énergétiques locaux.

Les grandes villes manifestent également un intérêt soutenu pour cet enjeu (48%), tandis que les communes de taille intermédiaire (20 000 à 49 999 habitants) présentent un taux plus modéré (42%). **Cette variation suggère des approches différenciées de l'autonomie énergétique selon les contextes territoriaux.**

La résilience économique, un objectif structurant

La résilience économique du territoire constitue la troisième opportunité identifiée, avec 42% des réponses en moyenne.

Les variations selon la taille des communes sont particulièrement révélatrices des différentes stratégies territoriales. Les villes moyennes de 20 000 à 49 999 habitants se distinguent avec un taux de 52%, significativement supérieur à la moyenne.

Cette **priorisation plus marquée de la résilience économique dans les villes moyennes** témoigne d'une vision intégrée du développement territorial, où la transition énergétique est perçue comme un levier de transformation économique globale.

Les autres catégories de communes présentent des taux plus homogènes, autour de 40%, suggérant une perception plus équilibrée entre les différentes opportunités.



Pour accélérer vos chantiers stratégiques de transition énergétique, quels seraient les deux soutiens dont vous auriez le plus besoin ?

Face à l'urgence climatique, les collectivités expriment des besoins précis et hiérarchisés. Le renforcement des aides financières s'impose comme la priorité (72%), suivi de la simplification administrative (48%) et de la formation des élus et agents (42%). Cette hiérarchie souligne l'importance d'un accompagnement global, alliant moyens financiers et montée en compétences.

Le renforcement des aides financières, une nécessité unanime

Les aides financières plus importantes s'imposent comme le premier besoin, cité par 72% des collectivités. Cette attente transcende les différences de taille, bien que son expression varie selon les territoires. Les communes de 20 000 à 49 999 habitants se montrent particulièrement concernées (77%), tout comme les petites communes et les grandes villes (75% chacune). Cette unanimité remarquable souligne l'ampleur des investissements nécessaires à la transformation énergétique des territoires.

La simplification administrative, un enjeu crucial

La simplification administrative arrive en deuxième position, mentionnée par 48% des collectivités. Son importance varie significative-

ment selon la taille des territoires. Les villes moyennes y sont particulièrement sensibles, avec 52% des communes de 10 000 à 19 999 habitants et 50% des communes de 20 000 à 49 999 habitants la citant comme prioritaire. En revanche, les grandes villes semblent moins préoccupées par cet aspect (33%), probablement grâce à des services plus structurés pour gérer la complexité administrative.

La formation, un investissement d'avenir

La formation des élus et des agents constitue le troisième besoin prioritaire, identifié par 42% des répondants. Cette demande reflète la technicité croissante des projets de transition énergétique et la nécessité d'une montée en compétence des équipes territoriales. L'appui à la planification complète ces attentes avec 25% des réponses, soulignant l'importance d'un accompagnement stratégique.

Les aides financières plus importantes s'imposent comme le premier besoin, cité par 72% des collectivités. Cette attente transcende les différences de taille, bien que son expression varie selon les territoires.

Pensez-vous que les questions de transition énergétique dans votre territoire constitueront une priorité des électeurs dans votre commune à l'occasion des élections municipales de 2026 ?

Cette question prospective révèle une perception contrastée de l'importance électorale des enjeux environnementaux. Si 59 % des élus anticipent une priorité électorale, ce chiffre grimpe à 68 % dans les grandes villes et atteint 69 % dans les communes les plus avancées en matière de transition énergétique. Cette variation suggère que l'engagement dans la transition énergétique renforce sa perception comme enjeu électoral majeur.

Une sensibilité croissante avec la taille des communes

Dans les grandes villes (50 000 habitants et plus), 68 % des répondants anticipent que la transition énergétique sera une priorité électorale, dont 20 % la considèrent comme « tout à fait » prioritaire. Cette proportion élevée témoigne d'une conscience aigüe des enjeux environnementaux dans les zones urbaines.

Les communes moyennes présentent des taux plus modérés mais significatifs. Pour les villes de 20 000 à 49 999 habitants, 65 % des élus anticipent cette priorité, reflétant une sensibilité croissante de leurs habitants aux questions environnementales.

Les plus petites communes (5 000 à 9 999 habitants) affichent des résultats plus contrastés :

- 57 % anticipent une priorité électorale;
- 7 % la considèrent comme « tout à fait » prioritaire;
- 50 % comme « plutôt » prioritaire;
- 43 % estiment qu'elle ne sera pas prioritaire.



LA VISION D'IDEX

Une maturité croissante des territoires

L'analyse approfondie des besoins et perspectives révèle une maturité remarquable des collectivités face aux enjeux de la transition énergétique. Le taux de 93 % d'élus se déclarant prêts à relever ces défis témoigne d'une prise de conscience collective qui dépasse les clivages territoriaux. Cette préparation psychologique constitue un socle solide pour accélérer la transformation énergétique des territoires, même si 59 % des élus situent encore leur action dans la moyenne.

Une accélération massive des projets

L'évolution du marché des réseaux de chaleur témoigne d'une transformation profonde du secteur énergétique territorial. Le doublement du nombre de nouveaux projets depuis la crise énergétique, passant de 30 à 70 réseaux annuels, illustre cette dynamique sans précédent. Cette accélération s'explique par deux facteurs majeurs : la prise de conscience de l'urgence climatique et la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine, qui a poussé les collectivités à chercher des alternatives au gaz, encore utilisé pour deux tiers de la production de chaleur. Cette tendance, bien qu'encourageante, devra encore s'amplifier pour répondre aux enjeux de décarbonation des territoires.

Des opportunités économique à concrétiser

La maîtrise de la facture énergétique s'impose comme le premier bénéfice attendu (77 % des citations), suivie de la souveraineté énergétique (45 %) et de la résilience économique du territoire (42 %). Cette hiérarchie reflète une approche pragmatique où les retours sur investissement concrets priment, tout en intégrant des enjeux stratégiques de long terme.

Un besoin d'accompagnement structuré

La hiérarchisation des besoins révèle trois priorités claires :

- Le renforcement des aides financières (72 %)
- La simplification administrative (48 %)
- La formation des élus et agents (42 %)

Cette répartition souligne la nécessité d'un accompagnement global, alliant moyens financiers et montée en compétences.

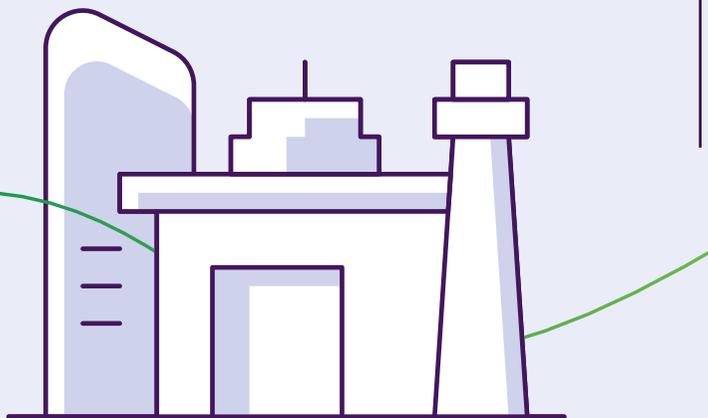
Perspectives électorales : un enjeu d'acceptabilité

Si 59 % des élus anticipent la transition énergétique comme un enjeu électoral majeur en 2026, ce chiffre monte à 69 % dans les communes les plus avancées. Cette corrélation souligne l'importance de l'acceptabilité des projets et de l'association des citoyens aux décisions, comme l'illustrent les échecs de certains projets de méthanisation mal préparés en termes de concertation.

15

La transition énergétique territoriale à l'heure des choix

Cette première édition de l'Observatoire de la Transition Énergétique des Territoires dessine les contours d'une transformation territoriale en marche. L'analyse approfondie des réponses de 500 décideurs territoriaux révèle une mobilisation sans précédent des collectivités locales, tout en mettant en lumière les défis restant à relever.



Des enseignements structurants

L'étude souligne une prise de conscience collective et une volonté d'action concrète. Avec 100 % des collectivités engagées dans au moins un chantier de transition énergétique, le mouvement est désormais largement amorcé. La rénovation énergétique des bâtiments (86 %) et le développement des énergies renouvelables (65 %) s'imposent comme les deux axes majeurs de cette transformation.

Une mobilisation massive mais contrastée

Les territoires français démontrent un engagement remarquable qui se manifeste à travers trois dimensions principales :

- Des projets concrets et diversifiés, adaptés aux spécificités locales
- Une montée en compétence progressive, particulièrement visible dans les grandes collectivités
- Une recherche active de solutions innovantes, notamment dans le domaine des énergies renouvelables

Des obstacles identifiés mais surmontables

Si les freins sont réels, notamment en matière de financement (92 % des collectivités) et d'ingénierie (74 %), les solutions existent et se déploient progressivement. L'efficacité remarquable des dispositifs de soutien, avec des taux de satisfaction dépassant 90 % pour le Fonds Vert et le Fonds Chaleur, témoigne de la pertinence des outils mis en place.

Les clés du succès

La réussite de cette transformation historique repose sur trois piliers essentiels :

- La stabilité et le renforcement des dispositifs de soutien
- L'accompagnement technique adapté aux spécificités territoriales
- La capacité à conjuguer actions immédiates et vision stratégique de long terme

L'expérience d'Idex démontre que les solutions existent et peuvent être déployées à grande échelle, à condition de maintenir un équilibre entre ambition environnementale et réalisme opérationnel. La transition énergétique territoriale est désormais une réalité en marche, portée par des collectivités conscientes des enjeux et déterminées à agir.

L'expérience d'Idex démontre que les solutions existent et peuvent être déployées à grande échelle, à condition de maintenir un équilibre entre ambition environnementale et réalisme opérationnel.

Les perspectives d'avenir

À court terme (2024-2026)

La période à venir sera décisive avec :

- L'accélération des projets de rénovation énergétique, priorité pour 76 % des collectivités
- Le développement des énergies renouvelables locales, identifié comme stratégique par 41 % des répondants
- Le renforcement des compétences territoriales, jugé nécessaire par 42 % des décideurs

À moyen terme (2026-2030)

Les territoires devront :

- Massifier les actions engagées pour atteindre les objectifs de décarbonation
- Structurer les filières locales de la transition énergétique
- Innover dans les solutions déployées, notamment en matière de réseaux intelligents

À long terme (horizon 2050)

Les objectifs sont ambitieux mais atteignables :

- Atteinte de la neutralité carbone territoriale
- Autonomie énergétique accrue des territoires
- Résilience territoriale renforcée face aux défis climatiques

À propos de l'étude

Les annexes qui suivent apportent un éclairage complémentaire aux analyses présentées dans ce rapport. Elles permettent d'approfondir certains aspects techniques et méthodologiques essentiels à la compréhension des enjeux de la transition énergétique territoriale.

Méthodologie détaillée de l'étude

→ Une approche scientifique rigoureuse

L'étude a été menée selon une méthodologie éprouvée, garantissant la fiabilité des résultats obtenus. Le protocole d'enquête s'est articulé autour de plusieurs phases distinctes.

→ Échantillonnage et profil des répondants

L'étude s'appuie sur un échantillon représentatif de 500 élus ou DGS/DGA de collectivités locales, structuré comme suit :

- **316 élus locaux** : Maires, adjoints, présidents ou vice-présidents d'intercommunalités de communes de plus de 5000 habitants;
- **184 Directeurs des services** (Directeur général des services ou Directeur général adjoint) de communes de plus de 5000 habitants.

→ Répartition par taille de commune :



Communes de catégorie 1
(5 000 à 9 999 habitants)



Communes de catégorie 2
(10 000 à 19 999 habitants)



Communes de catégorie 3
(20 000 à 49 999 habitants)



Communes de catégorie 4
(50 000 habitants et plus)

Protocole d'enquête

→ Les entretiens se sont déroulés selon un cadre précis :

- **Période** : du 30 septembre au 6 novembre 2024
- **Mode** : entretiens téléphoniques approfondis
- Représentativité assurée par la méthode des quotas selon la taille de la commune

→ Thématiques abordées

- Caractérisation du territoire et enjeux énergétiques
- Identification des leviers et facteurs de réussite
- Analyse des difficultés et freins rencontrés
- Expression des besoins et attentes
- Perception des opportunités économiques
- Évaluation de la notoriété des acteurs du secteur

Glossaire technique

PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial)

Document-cadre de la politique énergétique et climatique des collectivités. Il constitue un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire.

CEE (Certificats d'Économie d'Énergie)

Dispositif réglementaire obligeant les fournisseurs d'énergie à réaliser des économies d'énergie en promouvant l'efficacité énergétique auprès des consommateurs.

Fonds Vert

Dispositif de soutien de l'État aux collectivités territoriales pour accélérer leur transition écologique. Il finance des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics, de modernisation de l'éclairage public, de valorisation des biodéchets ou de réhabilitation des friches.

Fonds Chaleur

Dispositif de l'ADEME destiné à financer les projets de production de chaleur à partir d'énergies renouvelables et de récupération d'énergie ainsi que les réseaux de chaleur liés à ces installations.

Réseaux de chaleur et de froid

Infrastructures de distribution d'énergie thermique sous forme de vapeur, d'eau chaude ou de fluides réfrigérants, permettant de desservir plusieurs usagers pour le chauffage, la climatisation ou la production d'eau chaude sanitaire.

Sobriété énergétique

Démarche volontaire et organisée de réduction des consommations d'énergie par des changements de comportement, de mode de vie et d'organisation collective.

Efficacité énergétique

Optimisation des consommations d'énergie par l'amélioration des technologies et des processus, permettant de réduire les dépenses énergétiques à service rendu égal.

À propos d'idex

L'acteur de référence du marché local de l'énergie bas-carbone

Depuis plus de 60 ans, notre groupe développe, conçoit, finance, construit et exploite des infrastructures énergétiques locales et bas-carbone pour la fourniture de chaleur et d'électricité destinées aux bâtiments, aux villes et à l'industrie.



Une expertise intégrée unique

Notre position d'opérateur verticalement intégré sur l'ensemble de la chaîne de valeur des énergies locales constitue un atout majeur. Cette intégration nous permet d'intervenir à chaque étape clé :

- **Production d'énergie** thermique ou électrique à partir de ressources locales et bas-carbone (géothermie, déchets, biomasse, solaire)
- **Distribution** via les réseaux de chaleur et de froid
- **Optimisation** de l'usage final au sein des bâtiments industriels, résidentiels et tertiaires



Nos engagements

Sécurité, notre priorité absolue

- **Culture de la sécurité** intégrée à tous les niveaux de l'entreprise
- **Engagement quotidien** pour la protection de nos collaborateurs, clients et partenaires
- **Standards de sécurité** les plus exigeants dans la conception et l'exploitation de nos installations
- **Formation continue** et sensibilisation permanente de nos équipes aux enjeux de sécurité
- **Processus rigoureux** d'évaluation et de prévention des risques
- **Certification de nos systèmes** de management de la sécurité selon les normes internationales

Performance et innovation

- **Développement continu** de solutions énergétiques et environnementales innovantes
- **Excellence opérationnelle** dans la conception, réalisation, exploitation et financement
- **Investissement constant** dans la R&D pour anticiper les besoins futurs

Expertise technique

- **Maîtrise** de l'ensemble des technologies énergétiques bas-carbone
- **Équipes hautement qualifiées** et formées en continu
- **Capacité à gérer** des projets complexes de toute taille

Satisfaction client

- **Accompagnement** personnalisé des collectivités
- **Solutions sur-mesure** adaptées aux enjeux locaux
- **Engagement** sur des résultats mesurables



Notre vision de la transition énergétique

La transition énergétique représente un défi majeur pour les territoires. Notre approche repose sur trois convictions fortes :

- **L'importance de l'ancrage local** pour des solutions adaptées aux spécificités de chaque territoire
- **La nécessité d'une vision long terme** combinée à des résultats concrets à court terme
- **L'engagement dans des partenariats durables** avec les collectivités



Références clés

Nos réalisations témoignent de notre capacité à accompagner efficacement les territoires dans leur transition énergétique :

- **Plus de 64 réseaux** de chaleur et de froid en exploitation
- **18 000 bâtiments** infrastructures énergétiques bâtementaires gérés
- **65 000 installations** énergétiques exploitées
- **851 080 tonnes de CO₂** évitées par an
- **6 200 collaborateurs** engagés au service des territoires



Vision et engagements pour l'avenir

Idex s'engage résolument dans l'accélération de la transition énergétique territoriale :

- **Objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050**
- **Développement massif** des énergies renouvelables locales
- **Innovation continue** dans les solutions bas-carbone



Siège social

18-20 Quai du Point du Jour
92100 Boulogne-Billancourt

idex.fr





Crédits photos

Mediacenter IDEX, Adobe Stock

Date de publication

Février 2025



Flashez ce QR Code
ou contactez-nous sur
[idex.fr/nous-contacter](https://www.idex.fr/nous-contacter)

Mentions légales

La reproduction, la diffusion ou l'utilisation des contenus de ce document sont autorisées à des fins non commerciales, sous réserve :

- de citer la source complète comme suit :
« Ipsos & IDEX – Étude sur l'avancée de la Transition énergétique dans les territoires en 2024 »
- de ne pas altérer ou dénaturer les informations présentées dans le document.

Pour toute autre utilisation (notamment commerciale ou à des fins promotionnelles), une autorisation préalable doit être sollicitée auprès des auteurs.



